

## JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger   Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger   Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE



## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**Loi du 24 août 1931**, tendant à compléter l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. (Arrêté de promulgation du 11 mai 1934). 336

**Décret du 29 décembre 1931**, relatif à l'application de la loi du 24 août 1931 sur les allocations militaires. (Arrêté de promulgation du 11 mai 1934). 337

**Arrêté interministériel du 17 janvier 1933**, fixant les conditions d'application du décret du 29 décembre 1931 et des lois du 31 mars 1928 et 24 août 1931 relatifs aux allocations militaires. 337

**Décret du 6 mars 1934**, portant publication et mise en application à titre provisoire, d'une convention de commerce et de navigation et d'un arrangement complémentaire entre la France et l'Espagne signés à Paris le 6 mars 1934. (Arrêté de promulgation du 16 mai 1934). 339

**Décret du 17 mars 1934**, portant publication et mise en application à titre provisoire, d'un accord de commerce et de navigation entre la France et le Portugal signé à Paris le 13 mars 1934. (Arrêté de promulgation du 16 mai 1934). 340

**Décret du 30 mars 1934**, portant publication et mise en application à titre provisoire d'une convention de commerce entre la France et la Suisse signée à Berne le 29 mars 1934. (Arrêté de promulgation du 16 mai 1934). 340

**Décrets du 6 avril 1934**, 1<sup>o</sup> autorisant le ministre des colonies à étendre aux colonies les dispositions des décrets du 4 avril 1934 2<sup>o</sup> rendant applicable aux colonies le décret du 4 avril 1934 concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'état en surnombre. (Arrêté de promulgation du 11 mai 1934). 340

**Décret du 11 avril 1934**, réduisant l'effectif et fixant le pourcentage des administrateurs des colonies (Arrêté de promulgation du 25 mai 1934). 342

**Décret du 14 avril 1934**, relatif au régime des indemnités allouées au personnel colonial. (Arrêté de promulgation du 25 mai 1934). 342

**Décret du 17 avril 1934**, portant abrogation du décret du 14 mars 1934 et augmentation du prélèvement sur les traitements, soldes et émoluments des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret. (Arrêté de promulgation du 25 mai 1934). 343

**Décret du 17 avril 1934**, portant réglementation du mode de calcul du supplément colonial alloué aux employés et agents en service outre-mer. (Arrêté de promulgation du 25 mai 1934). 344

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

**Arrêté du 22 février 1933**, portant relèvement des taxes de magasinage et d'affranchissement des lettres d'avis d'arrivée des colis postaux. 344 ✓

**Arrêté du 11 mai 1934**, portant nomination d'ordonnateurs délégués. 345

**Arrêté du 16 mai 1934**, portant création d'une école de village. 345

**Arrêté du 24 mai 1934**, fixant à nouveau le périmètre urbain de la ville de Lomé. 345

<b>Arrêté du 25 mai 1934</b> , ouvrant une enquête de commodo et incommodo au sujet du <i>plan d'alignement</i> de la ville de Lomé et de ses extensions à l'est.	346
<b>Circulaire du 18 mai 1934</b> , relative au retrait des pièces de 0 fr. 25 en nickel.	346
<b>Actes divers concernant le personnel</b>	347
<b>Circonscription administrative</b>	351
<b>Conversion de monnaie</b>	351
<b>Exhumation</b>	351
<b>Ouverture d'un dispensaire privé</b>	351
<b>Avis à la population de Lomé</b>	351
<b>Avis aux navigateurs</b>	351
<b>Bulletin météorologique</b>	352

## PARTIE NON OFFICIELLE

<b>Annonces</b>	354
-----------------	-----

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**Loi tendant à compléter l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée**

*ARRETE N° 250 rendant applicable au Togo la loi du 24 août 1931 tendant à compléter l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, promulguée au Togo par arrêté du 7 août 1929;

Vu la loi du 24 août 1931 tendant à compléter l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 susvisée;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue applicable dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 24 août 1931 tendant à compléter l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mai 1934.

BOURGINE.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté,  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 24 de la loi du 31 mars 1928, sur le recrutement de l'armée, est complété par les dispositions suivantes :

« Les décisions des conseils départementaux sont susceptibles d'appel devant la commission interministérielle des allocations militaires, instituée par arrêté du 16 juillet 1923. Cette commission sera dénommée « commission supérieure des allocations militaires ». Sa composition, modifiée en vue de la nouvelle fonction qui lui est dévolue, sera fixée par décret.

« Ce décret précisera en même temps le mode de procédure ainsi que les délais de recevabilité des recours qui pourront être présentés, soit contre des décisions de rejet par les intéressés, soit contre des décisions d'admission par le ministre de la santé publique.

« Les décisions de cette commission devront être rendues dans le délai d'un mois au maximum à compter de la réception des recours à son secrétariat.

« Les admissions qu'elle prononcera remonteront à la date à partir de laquelle auraient eu effet les demandes primitives rejetées par les commissions départementales. En cas de retrait prononcé par la commission supérieure, la décision prendra effet du premier jour du mois qui suivra la notification au préfet ».

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Rambouillet, le 24 août 1931.

PAUL DOUMER.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,  
ministre de l'intérieur,  
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux,  
ministre de la justice,  
LÉON BERARD.

Le ministre des finances,  
P.-E. FLANDIN.

Le ministre de la marine,  
Charles DUMONT.

Le ministre du budget,  
François PIÉTRI.

Le ministre des affaires étrangères,  
Aristide BRIAND.

Le ministre de la guerre,  
André MAGINOT.

Le ministre des colonies,  
Paul REYNAUD.

Le ministre de la santé publique,  
Camille BLAISOT.

## Allocations militaires

*ARRETE N° 249 promulguant et rendant applicable au Togo le décret du 29 décembre 1931 relatif à l'application de la loi du 24 août 1931 sur les allocations militaires.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée;  
Vu la loi du 24 août 1931 tendant à compléter l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée;  
Vu le décret du 29 décembre 1931 relatif à l'application de la loi du 24 août 1931 sur les allocations militaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué et rendu applicable au Togo, le décret du 29 décembre 1931 relatif à l'application de la loi du 24 août 1931 sur les allocations militaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mai 1934.

BOURGINE.

(Voir le décret du 29 décembre 1931 au J. O. R. F. année 1932, page 119).

*ARRETE N° 251 rendant applicable au Togo l'arrêté interministériel du 17 janvier 1933 fixant les conditions d'application du décret du 29 décembre 1931 et des lois du 31 mars 1928 et 24 août 1931 relatifs aux allocations militaires.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée;  
Vu la loi du 24 août 1931 tendant à compléter l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée;  
Vu l'article 9 du décret du 29 décembre 1931 relatif à l'application de la loi susvisée du 24 août 1931;  
Vu l'arrêté interministériel du 17 janvier 1933 fixant les conditions d'application du décret du 29 décembre 1931 et des lois du 31 mars 1928 et 24 août 1931 précités relatifs aux allocations militaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu applicable au Togo l'arrêté interministériel du 17 janvier 1933 fixant les

conditions d'application du décret du 29 décembre 1931 et des lois du 31 mars 1928 et 24 août 1931 relatifs aux allocations militaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mai 1934.

BOURGINE.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET LE MINISTRE  
DES COLONIES,

Vu la loi du 24 août 1931 tendant à compléter l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, ainsi conçu :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée est complété par les dispositions suivantes :

« Les décisions des conseils départementaux sont susceptibles d'appel devant la commission interministérielle des allocations militaires instituée par l'arrêté du 16 juillet 1923. Cette commission sera dénommée supérieure des allocations militaires ». Sa composition modifiée en vue de la nouvelle fonction qui lui est dévolue, sera fixée par décret.

« Ce décret précisera en même temps le mode de procédure ainsi que les délais de recevabilité des recours qui pourront être présentés soit contre les décisions de rejet par les intéressés, soit contre les décisions d'admission par le ministre de la santé publique.

« Les décisions de cette commission devront être rendues dans le délai d'un mois à compter de la réception des recours à son secrétariat.

« Les admissions qu'elle prononcera remonteront à la date à partir de laquelle auraient eu effet les demandes primitives rejetées par les commissions départementales. En cas de retrait prononcé par la commission supérieure, la décision prendra effet du premier jour du mois qui suivra la notification au préfet »;

Vu le décret du 29 décembre 1931 relatif à l'application de la loi susvisée du 24 août 1931 et en particulier son article 9, ainsi conçu :

« Les dispositions du présent décret sont applicables aux ayants droit résidant en Algérie, dans les colonies, pays de protectorat, territoires sous mandat ainsi qu'à l'étranger, sous réserve des modifications ci-après :

« Les attributions conférées par le présent décret aux préfets et à la commission supérieure sont exercées par des autorités ou organismes locaux désignés par des arrêtés contresignés par le ministre de la santé publique, d'une part, et, d'autre part, soit par le ministre des colonies, soit par le ministre de l'intérieur »;

Vu l'avis de la commission supérieure des allocations militaires;

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies autonomes, l'appel contre les décisions des conseils locaux des allocations militaires est porté devant une commission spéciale, siégeant auprès du gouverneur et composé comme suit :

Président.

Le Secrétaire général.

Membres.

Un conseiller à la cour, ou à défaut, un membre du tribunal d'appel,

Un conseiller général, ou à défaut, un membre du conseil privé ou du conseil d'administration,

Le trésorier-payeur,

Un officier représentant l'autorité militaire,

Un médecin des troupes coloniales, ou à défaut, un médecin assermenté,

Un représentant des œuvres d'assistance ou de mutualité,

Un représentant des associations des anciens combattants,

En cas d'absence du président, la commission est présidée par le magistrat.

Les fonctions de commissaire du gouvernement sont remplies par le chef de bureau des finances ou son adjoint.

Un fonctionnaire ou un officier en service au chef-lieu remplit les fonctions de secrétaire.

Dans les territoires où un, ou plusieurs des emplois énumérés ci-dessus n'existent pas, le chef de la colonie désigne, parmi les fonctionnaires ou notables, une personnalité pour le ou les remplacer.

Les décisions de la commission sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. La commission ne peut délibérer valablement que si les deux tiers des membres qui la composent sont présents.

ART. 2. — Les membres de la commission spéciale sont nommés pour quatre ans par le chef de la colonie. Leurs pouvoirs sont renouvelables.

Les membres de la commission qui perdent la qualité à raison de laquelle ils ont été nommés sont immédiatement remplacés.

Des membres suppléants sont désignés pour chaque emploi de la commission. Ils ne peuvent siéger qu'en l'absence des membres titulaires.

ART. 3. — L'appel des intéressés est porté par requête devant la commission spéciale des allocations militaires dans le délai d'un mois à compter de la notification de la décision du conseil local, sauf l'exception prévue à l'article 5 ci-après.

La requête, accompagnée de la décision du conseil local ou d'une copie certifiée conforme, est déposée à la mairie de la commune ou au bureau du chef de la circonscription administrative, suivant le cas. Il en est délivré récépissé et la requête est transmise dans un délai maximum de deux jours au gouverneur de la colonie dans laquelle la décision attaquée a été prise; elle est enregistrée au gouvernement sur un registre spécial.

Dans le délai de dix jours qui suit l'enregistrement de la requête, le gouverneur transmet au secrétariat de la commission spéciale, en même temps que ladite requête, le dossier comprenant toutes les pièces (1) sur le vu desquelles le conseil local a statué, ainsi que son avis motivé sur le recours. Mention de la date de transmission du dossier est portée sur le registre prévu à l'alinéa précédent.

(1) Voir annexe.

Lorsque l'appel est formé par le gouverneur, au nom du ministre de la santé publique, l'intéressé, en même temps qu'il en reçoit notification par lettre recommandée, indiquant succinctement les motifs du pourvoi, est avisé qu'il peut présenter par écrit ses observations. Celles-ci doivent parvenir au secrétariat de la commission spéciale dans un délai de dix jours à compter de la notification, délai à l'expiration duquel il sera passé outre.

L'appel n'a pas d'effet suspensif à l'égard des décisions prises par le conseil local.

Il est tenu au secrétariat de la commission spéciale d'appel un registre spécial de toutes les affaires soumises à la commission. Sur ce registre sont inscrites, notamment, les dates d'arrivée du dossier pour les requêtes en admission des particuliers ou d'envoi de la notification pour les recours en radiation introduits par le gouverneur.

ART. 4. — La commission spéciale statue conformément à l'article 24 de la loi du 31 mars 1928, modifié par la loi du 24 août 1931, dans le mois qui suit la réception du recours à son secrétariat.

Les décisions sont transcrites sur le registre spécial prévu à l'article précédent, (dernier alinéa).

Dans la huitaine, les décisions de la commission spéciale sont notifiées aux intéressés par l'intermédiaire des gouverneurs.

ART. 5. — Par application des dispositions de l'article 7 du décret du 29 décembre 1931, sont recevables, dans un délai de deux mois à compter de la publication dans la colonie du présent arrêté, les appels portés contre les décisions des conseils locaux rendues entre la date de la promulgation de la loi du 24 août 1931 et celle de la publication dans la colonie du présent arrêté.

ART. 6. — Les dossiers des recours ne sont soumis à la commission que lorsqu'ils comportent toutes les pièces et renseignements réglementaires indiqués dans l'annexe ou à l'article 3 ci-dessus.

Mention de la date de réception des pièces et renseignements, avec indication de ceux faisant défaut, est portée, le cas échéant, sur le registre dont la tenue est prévue à l'article 3, dernier alinéa, du présent arrêté. Cette date constitue, pour les dossiers incomplets, le point de départ du délai visé au paragraphe 4 de la loi du 24 août 1931.

ART. 7. — Les dispositions qui précèdent sont applicables dans les territoires du Togo et du Cameroun, les attributions dévolues aux gouverneurs étant remplies par les Commissaires de la République.

ART. 8. — Les commissions spéciales adressent chaque année dans la première quinzaine de janvier, au ministre des colonies, sur les opérations de l'année précédente, un rapport annuel dont copie est transmise au ministre de la santé publique.

ART. 9. — Le présent arrêté sera inséré au journal officiel de la République française et aux publications officielles des territoires relevant du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 17 janvier 1933.

*Le ministre de la santé publique,*

Charles DANIELOU.

*Le ministre des colonies,*

Albert SARRAUT.

*ANNEXE aux arrêtés en date du 17 janvier 1933 fixant les conditions d'application de la loi dans les colonies françaises, qu'elles dépendent ou non d'un gouverneur général.*

#### COMPOSITION DES DOSSIERS

Les dossiers des recours doivent comprendre, conformément aux prescriptions de l'article 5, paragraphe 3, du décret du 29 décembre 1931, tous les renseignements sur le vu desquels le conseil local a statué :

1<sup>o</sup> — Demande primitive de l'intéressé, établie conformément aux dispositions des articles 4, 5 et 6 de l'instruction interministérielle du 27 mai 1928;

2<sup>o</sup> — Relevé des contributions payées par la famille, certifié par le percepteur;

3<sup>o</sup> — Déclaration expresse que ni le pétitionnaire ni aucun membre de sa famille n'est inscrit au rôle des contributions dans aucune autre commune ou circonscription administrative; en outre, pour les réservistes, déclaration de l'employeur, indiquant si, pendant la durée de la période le réserviste continue à toucher tout ou partie de son salaire, et précisant, le cas échéant, le montant de ce qu'il perçoit;

4<sup>o</sup> — Etat certifié par le maire de la commune ou l'administration de la circonscription administrative indiquant le nombre et la position des membres de la famille vivant sous le même toit ou séparément, les revenus et les ressources de chacun d'eux, y compris les pensions, secours ou allocations de quelque nature que ce soit, que pourraient recevoir les membres de la famille. Cet état doit être établi dans les conditions prévues à l'article 7 de l'instruction interministérielle du 27 mai 1928;

5<sup>o</sup> — Justifications relatives à l'état civil du demandeur;

6<sup>o</sup> — Justifications relatives aux liens de parenté ou d'alliance du demandeur avec le militaire;

7<sup>o</sup> — Justification que ce dernier remplissait effectivement les devoirs de soutien indispensable de famille;

8<sup>o</sup> — Date à partir de laquelle le militaire est devenu soutien indispensable de famille;

9<sup>o</sup> — Etat signalétique et des services, délivré par le chef de corps, à la requête du maire ou de l'administrateur, pour les appelés; avis d'appel, pour les réservistes;

10<sup>o</sup> — Justification, le cas échéant, que les enfants de moins de seize ans sont individuellement et effectivement à charge du soutien de famille;

11<sup>o</sup> — Avis du conseil municipal ou des autorités prévues par les textes locaux, en comité secret, sur la demande initiale, ou indication qu'il a dû être passé outre, conformément à l'article 3, paragraphe 2, du règlement d'administration publique du 27 mai 1928;

12<sup>o</sup> — Procès-verbal de l'enquête préalable à la décision du conseil local;

13<sup>o</sup> — Certificat médical en cas de maladie ou d'infirmité du demandeur ou des personnes indiquées comme étant à charge.

Les dossiers ainsi constitués doivent être complétés par :

1<sup>o</sup> — Décision motivée du conseil local, comportant, lorsqu'elle accorde une majoration, les noms, prénoms et date de naissance de l'enfant qui ouvre ce droit;

2<sup>o</sup> — La date de notification de la décision du conseil local;

3<sup>o</sup> — L'avis motivé du gouverneur (ou lieutenant-gouverneur) sur le recours présenté contre cette décision.

Pour les pourvois présentés par le chef du territoire, le dossier doit comporter, en plus des pièces indiquées aux paragraphes qui précèdent :

1<sup>o</sup> — La notification du pourvoi à l'intéressé;

2<sup>o</sup> — Les explications écrites de l'intéressé, s'il en a présenté dans le délai de dix jours prévu à l'article 5, paragraphe 4, du décret du 29 décembre 1931.

**Mise en application provisoire de la convention de commerce et de navigation entre la France et l'Espagne signée à Paris le 6 mars 1934**

**ARRETE N° 260 promulguant au Togo le décret du 6 mars 1934 portant publication et mise en application à titre provisoire d'une convention de commerce et de navigation et d'un arrangement complémentaire entre la France et l'Espagne signés à Paris le 6 mars 1934.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 mars 1934 portant publication et mise en application à titre provisoire d'une convention de commerce et de navigation et d'un arrangement complémentaire entre la France et l'Espagne signés à Paris le 6 mars 1934;

Vu la circulaire ministérielle n° 276 du 19 mars 1934;

**ARRETÉ :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le

décret du 6 mars 1934 portant publication et mise en application à titre provisoire d'une convention de commerce et de navigation et d'un arrangement complémentaire entre la France et l'Espagne signés à Paris le 6 mars 1934.

Lomé, le 16 mai 1934.

BOURGINE.

(Voir le décret du 6 mars 1934 au J. O. R. F. du 11 mars 1934, page 2516).

**Mise en application à titre provisoire de l'accord de commerce et de navigation entre la France et le Portugal signé à Paris le 13 mars 1934**

*ARRETE N° 255 promulguant au Togo le décret du 17 mars 1934, portant publication et mise en application à titre provisoire d'un accord de commerce et de navigation entre la France et le Portugal signé à Paris le 13 mars 1934.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 17 mars 1934, portant publication et mise en application à titre provisoire d'un accord de commerce et de navigation entre la France et le Portugal signé à Paris le 13 mars 1934;

Vu la dépêche ministérielle n° 377 du 9 avril 1934;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 17 mars 1934, portant publication et mise en application à titre provisoire d'un accord de commerce et de navigation entre la France et le Portugal, signé à Paris le 13 mars 1934.

Lomé, le 16 mai 1934.

BOURGINE.

(Voir le décret du 17 mars 1934 au J. O. R. F. du 30 mars 1934, page 3211).

**Mise en application à titre provisoire de la convention de commerce entre la France et la Suisse signée à Berne le 29 mars 1934**

*ARRETE N° 256 promulguant au Togo le décret du 30 mars 1934, portant publication et mise en application à titre provisoire d'une convention de commerce entre la France et la Suisse signée à Berne le 29 mars 1934.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 mars 1934, portant publication et mise en application à titre provisoire d'une convention de commerce entre la France et la Suisse signée à Berne le 29 mars 1934;

Vu la dépêche ministérielle n° 403 du 10 avril 1934;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 mars 1934, portant publication et mise en application à titre provisoire d'une convention de commerce entre la France et la Suisse signée à Berne le 29 mars 1934.

Lomé, le 16 mai 1934.

BOURGINE.

(Voir le décret du 30 mars 1934 au J. O. R. F. du 31 mars 1934, page 3272).

**Extension aux colonies des dispositions des décrets du 4 avril 1934\***

*ARRETE N° 252 promulguant au Togo : 1° — Le décret du 6 avril 1934 autorisant le ministre des colonies à étendre aux colonies les dispositions des décrets du 4 avril 1934;*

*2° — Le décret du 6 avril 1934 rendant applicable aux colonies le décret du 4 avril 1934 concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 avril 1934 autorisant le ministre des colonies à étendre aux colonies les dispositions des décrets du 4 avril 1934;

Vu le décret du 6 avril 1934 rendant applicable aux colonies le décret du 4 avril 1934 concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets en date du 6 avril 1934 : le 1<sup>er</sup> autorisant le ministre des colonies à étendre aux colonies les dispositions des décrets du 4 avril 1934; le 2<sup>e</sup> rendant applicable aux colonies le décret du 4 avril 1934 concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mai 1934.

BOURGINE.



## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 6 avril 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En exécution des dispositions de l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934, plusieurs décrets en date du 4 avril 1934 sont intervenus pour réaliser diverses mesures d'économie sur le budget de l'Etat.

L'équilibre des budgets de nos colonies et territoires sous mandat n'est pas moins menacé que celui du budget métropolitain. Par ailleurs, il convient de ne pas perdre de vue que la situation financière de nos possessions d'outre-mer a sa répercussion à la fois sur le budget de l'Etat et sur la trésorerie : nous avons dû, en effet, au cours de la période de dépression actuelle, consentir aux colonies des subventions régulières imputées sur les crédits budgétaires et des avances de trésorerie relativement importantes.

Ces mesures d'assistance de la métropole ont été accompagnées d'un effort réalisé, de leur propre initiative, par nos colonies elles-mêmes qui, sous la nécessité de la crise actuelle, ont déjà réduit leurs dépenses dans des conditions très notables. Elles ont suspendu depuis un certain temps tout recrutement de personnel. Elles ont appliqué à leurs fonctionnaires les prélèvements exceptionnels sur les traitements adoptés dans la métropole au cours des années 1933 et 1934. Certaines ont réduit les indemnités de zone destinées à compenser pour leurs agents affectés dans les localités les moins favorisées, les inconvénients résultant de ce séjour.

D'autres indemnités coloniales font actuellement l'objet d'une revision générale de la part d'une commission spéciale dont les travaux sont menés avec toutes les garanties de compétence et de célérité désirables.

Enfin, il est à signaler que certaines possessions, avant même que toute mesure de ce genre ait été envisagée dans la métropole, ont pris les devants et ont imposé à leur personnel des sacrifices sur la solde, le supplément colonial ou les indemnités de charge.

Ces restrictions déjà réalisées doivent être complétées par un certain nombre de nouvelles dispositions d'économie appliquées par la France sur son propre territoire en vertu de l'article 36 de la loi du 28 février 1934 et des décrets du 4 avril de la même année.

Il est apparu que le meilleur moyen de parvenir à ce but est de recourir pour nos colonies et territoires sous mandat à une procédure également rapide en édictant des dispositions analogues à celles qui ont fait l'objet des décrets du 4 avril 1934.

Afin de réserver le contrôle du Parlement, ceux de ces décrets qui auront pour effet de modifier des lois préexistantes seront soumis à la ratification des chambres.

En vous priant de donner à ce texte, qui a été délibéré en conseil des ministres, votre haute sanction, nous vous prions, Monsieur le Président, de vouloir bien agréer l'assurance de notre profond respect.

*Le président du conseil,*  
Gaston DOUMERGUE.

*Le ministre des colonies,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Germain MARTIN.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes mesures d'économies qu'exigera l'équilibre du budget;

Vu les décrets du 4 avril 1934, pris en exécution de l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934;

Vu la délibération du conseil des ministres;

Sur le rapport du président du conseil, du ministre des colonies et du ministre des finances;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des décrets pris sur l'initiative du ministre des colonies pourront édicter toutes mesures d'économies qu'exigera l'équilibre des budgets généraux et locaux des colonies.

Ceux de ces décrets qui auront modifié des lois seront, dans les mêmes conditions que les décrets, pris en application de l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934, soumis à la ratification des chambres.

ART. 2. — Le président du conseil, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 6 avril 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,*  
Gaston DOUMERGUE.

*Le ministre des colonies,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Germain MARTIN.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 4 avril 1934, concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre ou dont l'emploi aura été supprimé;

Vu le décret du 6 avril 1934 portant extension aux colonies des dispositions des décrets du 4 avril 1934;

Sur la proposition du ministre des colonies;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 4 avril 1934 sus-visé concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre ou dont l'emploi aura été supprimé est rendu applicable aux colonies.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 6 avril 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Pierre LAVAL.

**Effectif et hiérarchie du personnel des administrateurs des colonies**

ARRETE N° 266 promulguant au Togo le décret du 11 avril 1934, réduisant l'effectif et fixant le pourcentage des administrateurs des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 avril 1934, réduisant l'effectif et fixant le pourcentage des administrateurs des colonies;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 11 avril 1934, réduisant l'effectif et fixant le pourcentage des administrateurs des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 mai 1934.

BOURGINE.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934, autorisant le gouvernement à prendre, par décrets, toutes mesures d'économies qu'exigera l'équilibre du budget;

Vu le décret du 4 avril 1934, portant réduction du nombre des fonctionnaires;

Vu le décret du 6 avril 1934, portant extension aux colonies des dispositions des décrets du 4 avril 1934;

Vu le décret du 10 juillet 1920, portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies, et les actes qui l'ont modifié;

Vu les décrets des 17 janvier 1925 et 5 juillet 1928, autorisant des promotions en grade en sus des pourcentages réglementaires pour l'application des lois relatives aux rappels d'ancienneté pour service militaire;

Sur la proposition du ministre des colonies;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'effectif du personnel des administrateurs des colonies est réduit de 6 p. 100.

ART. 2. — La hiérarchie de ce personnel est fixée ainsi qu'il suit :

## Grades et classes.

## Pourcentage.

Administrateur en chef :

Après 8 ans . . . . .	} 12 p. 100
Après 6 ans . . . . .	
Après 3 ans . . . . .	
Avant 2 ans . . . . .	

Administrateur de 1<sup>re</sup> classe :

Après 6 ans . . . . .	} 40 p. 100
Après 3 ans . . . . .	
Avant 3 ans . . . . .	

Administrateur de 2<sup>e</sup> classe . . . . .

Administrateur de 3<sup>e</sup> classe . . . . .

Administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe :

Après 6 ans . . . . .	} 48 p. 100
Après 3 ans . . . . .	
Avant 3 ans . . . . .	

Administrateur adjoint de 2<sup>e</sup> classe . . . . .

Administrateur adjoint de 3<sup>e</sup> classe . . . . .

Elève administrateur . . . . .

ART. 3. — Les fonctionnaires promus en application des lois sur les rappels d'ancienneté pour service militaire viennent en compte dans le maximum des pourcentages fixés par le présent décret.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 avril 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Pierre LAVAL.

## Indemnités du personnel colonial

ARRETE N° 267 promulguant au Togo le décret du 11 avril 1934 relatif au régime des indemnités allouées au personnel colonial.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 avril 1934 relatif au régime des indemnités allouées au personnel colonial;



## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 11 avril 1934 relatif au régime des indemnités allouées au personnel colonial.

Lomé, le 25 mai 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu les articles 7 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 11 septembre 1920 fixant le régime de la solde et des accessoires du personnel des cadres locaux des colonies et supprimant la formalité de l'approbation ministérielle préalable de certains arrêtés des gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies;

Vu l'article 77 de la loi du 28 février 1933;

Vu l'arrêté du ministre des colonies du 23 novembre 1933 portant création d'un comité colonial des économies et fixant ses attributions;

Vu l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les textes ou décisions comportant allocation d'accessoires de solde, y compris les prestations en nature, de quelque nature qu'ils soient, attribués par les autorités locales et imputés sur les budgets généraux, locaux, d'emprunt, annexes ou autres des colonies, pays de protectorat ou territoire sous mandat relevant du ministère des colonies, devront être soumis à l'approbation ministérielle avant le 1<sup>er</sup> janvier 1935. Faute de cette approbation, ces accessoires de solde cesseront d'être perçus après la date précitée.

ART. 2. — Les indemnités ou avantages de toute nature accordés sur les budgets qui s'exécutent aux colonies à des agents rétribués sur le budget de l'Etat devront, antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1935, être approuvés dans les conditions fixées par l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919.

ART. 3. — Le présent décret abroge toutes dispositions contraires aux prescriptions ci-dessus.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables à l'Indochine.

ART. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 avril 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Pierre LAVAL.

**Augmentations du prélèvement sur les traitements des fonctionnaires coloniaux régis par décret**

ARRETE N° 268 promulguant au Togo le décret du 17 avril 1934, portant abrogation du décret du 14 mars 1934 et augmentation du prélèvement sur les traitements, soldes et émoluments des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 17 avril 1934, portant abrogation du décret du 14 mars 1934 et augmentation du prélèvement sur les traitements, soldes et émoluments des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 17 avril 1934, portant abrogation du décret du 14 mars 1934 et augmentation du prélèvement sur les traitements, soldes et émoluments des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret.

Lomé, le 25 mai 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 4 avril 1934 portant abrogation de l'article 10 de la loi du 13 décembre 1933 et augmentation du prélèvement sur les traitements, soldes et émoluments des agents de l'Etat;

Vu le décret du 14 mars 1934 établissant pour l'année 1934, un prélèvement exceptionnel et progressif sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décret;

Sur le rapport du ministre des colonies;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 14 mars 1934 susvisé est abrogé.

ART. 2. — A compter du 1<sup>er</sup> avril 1934, les traitements, soldes émoluments, salaires et rétributions du personnel des corps et services coloniaux organisés par décret et entretenus sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, sont frappés d'un prélèvement fixé ainsi qu'il suit :

Pour les émoluments compris entre 0 et 20.000 frs. . . . .	5 pour 100;
Pour les émoluments compris entre 20.001 et 30.000 frs. . . . .	6 pour 100;
Pour les émoluments compris entre 30.001 et 50.000 frs. . . . .	7 pour 100;
Pour les émoluments compris entre 50.001 et 80.000 frs. . . . .	8 pour 100;

Pour les émoluments compris, entre  
80.001 et 100.000 frs. . . . . 9 pour 100;  
Pour les émoluments supérieurs à 100.000 francs,  
10 pour 100.

Ce prélèvement est calculé sur la solde de présence nette proprement dite, à l'exclusion du supplément colonial. Il s'applique au personnel détaché des cadres métropolitains.

Les indemnités soumises à retenues devront subir une réduction au moins égale à celle résultant de l'application du présent barème aux émoluments des intéressés, indemnités soumises à retenues comprises.

ART. 3. — Les sommes résultant des prélèvements fixés par le présent décret viendront éventuellement en déduction des réductions déjà opérées sur l'ensemble des émoluments des fonctionnaires en service en Indochine depuis la dernière révision générale des traitements.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 avril 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Pierre LAVAL.

**Règlementation du mode de calcul du supplément  
colonial alloué aux employés et agents  
en service outre-mer**

ARRETE N° 269 promulguant au Togo le décret du 17 avril 1934, portant réglementation du mode de calcul du supplément colonial alloué aux employés et agents en service outre-mer.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 17 avril 1934, portant réglementation du mode de calcul du supplément colonial alloué aux employés et agents en service outre-mer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 17 avril 1934, portant réglementation du mode de calcul du supplément colonial alloué aux employés et agents en service outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 mai 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ou locaux et les textes subséquents qui l'ont modifié, en particulier le décret du 11 septembre 1920;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 89 bis du décret du 2 mars 1910 susvisé est complété comme suit :

« *Alinéa 4.* — Le supplément colonial est calculé sur la solde de présence nette (solde du grade diminuée de la retenue pour pension) allouée aux intéressés ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 avril 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Pierre LAVAL.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL**

**Droits de magasinage des colis postaux**

ARRETE N° 127 portant relèvement des taxes de magasinage et d'affranchissement des lettres d'avis d'arrivée des colis postaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 28 décembre 1920 ouvrant au service des colis postaux toutes les localités de la colonie pourvues d'un bureau de postes et fixant les taxes de transport;

Vu l'arrêté du 20 avril 1923 frappant d'une taxe de magasinage les colis postaux en souffrance dans les bureaux de poste du territoire du Togo;

Sur la proposition du chef du service des postes et télégraphes;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les destinataires des colis postaux sont prévenus de leur arrivée, dans les vingt-quatre heures, par un avis qui est affranchi à trente centimes.

ART. 2. — La taxe du droit de magasinage à percevoir sur les colis en souffrance dans les bureaux de poste du Togo est fixée à vingt-cinq centimes par jour pour les colis ordinaires et cinquante centimes par jour pour les colis avec valeur déclarée ou contre-remboursement, à partir du 6<sup>e</sup> jour inclus; avec maximum de perception de vingt francs par colis.

ART. 3. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 97 du 20 avril 1923.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1933.

R. DE GUISE.

Approuvé par dépêche ministérielle n° 805 du 10 avril 1934.

#### Ordonnateurs délégués

*ARRETE N° 247 portant nomination d'un ordonnateur délégué.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 18 novembre 1933, déléguant M. BAUCHÉ administrateur en chef des colonies dans les fonctions de chef du secrétariat général du Togo;

Vu le décret du 7 avril 1934 nommant M. le Gouverneur BOURGINE Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, chef du secrétariat général, est nommé ordonnateur-délégué du budget local, du budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale, et du budget spécial sur fonds d'emprunt à compter du 7 mai 1934.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mai 1934.

BOURGINE.

*ARRETE N° 248 portant nomination d'un ordonnateur délégué.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1932, organisant le service des chemins de fer et du wharf du Togo;

Vu le décret du 7 avril 1934 nommant M. le Gouverneur BOURGINE Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. le capitaine du génie BILLET, chef du service des chemins de fer et du wharf par intérim, est nommé ordonnateur-délégué du budget annexe des chemins de fer et du wharf à compter du 7 mai 1934.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mai 1934.

BOURGINE.

#### Enseignement officiel

*ARRETE N° 254 portant création d'une école de village.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réorganisant l'enseignement officiel au Togo; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

Après avis du commandant de cercle de Mango;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une école de village est créée à Nakitindi-Laré (cercle de Mango).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mai 1934.

BOURGINE.

#### Périmètre urbain de Lomé-ville

*ARRETE N° 264 fixant à nouveau le périmètre urbain de la ville de Lomé.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1927 déterminant les conditions d'application du décret du 13 mars 1926 susvisé;

Vu l'arrêté du 6 avril 1927 fixant le périmètre urbain de la ville de Lomé;

Vu l'arrêté du 17 septembre 1930 portant modification du périmètre urbain de Lomé;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune-mixte de Lomé;

Vu le procès-verbal de délibération de la commission municipale de Lomé en date du 8 novembre 1933;

Vu le rapport de l'administrateur-maire de Lomé en date du 19 avril 1934;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le périmètre urbain de la ville de Lomé est fixé ainsi qu'il suit :

*Au nord* : Par une ligne partant de la borne A, placée au point de jonction du bord sud de la lagune avec la frontière de la Gold-Coast, et suivant la nouvelle route lagunaire sud jusqu'à une borne B, située à 662 mètres à l'est de la route Lomé-Atakpamé (la route lagunaire sud étant incluse dans le périmètre urbain).

*A l'est* : 1<sup>o</sup> — Par une droite joignant la borne B à une borne C située au kilomètre 2,600 de la voie ferrée Lomé-Anécho;

2<sup>o</sup> — Par une droite partant de la borne C passant à 15 mètres nord-est de la concession de la poudrière, rejoignant la borne D située à côté de la route Lomé-Anécho et se prolongeant jusqu'au rivage de la mer.

*Au sud* : Par le rivage de la mer compris entre la limite est définie ci-dessus et la frontière de Gold-Coast à l'ouest.

*A l'ouest* : Par la frontière de Gold-Coast du rivage de la mer à la borne A.

ART. 2. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 mai 1934.

BOURGINE.

*ARRETE N° 265 ouvrant une enquête de commodo et incommodo au sujet du plan d'alignement de la ville de Lomé et de ses extensions à l'est.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 17 novembre 1921 réglementant le service de la voirie dans les centres urbains du Togo, modifié par l'arrêté du 27 octobre 1933;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune-mixte de Lomé ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu le rapport du chef de service des domaines en date du 15 septembre 1933;

Vu le procès-verbal de délibération de la commission municipale de Lomé en date du 8 novembre 1933;

Vu le rapport de l'administrateur-maire de Lomé en date du 19 avril 1934;

Vu l'arrêté du 24 mai 1934 n° 264 fixant à nouveau le périmètre urbain de la ville de Lomé;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte au sujet du plan d'alignement de la ville de Lomé et de ses extensions à l'est.

ART. 2. — M. MOAL, administrateur-adjoint des colonies, adjoint au commandant de cercle de Lomé, est désigné comme commissaire enquêteur.

ART. 3. — Les plans et renseignements nécessaires seront déposés à la mairie pendant un mois à partir du 2 juin 1934 pour être communiqués de 8 heures à 11 heures et de 15 heures à 17 heures, les jours non fériés, aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

Avis de ce dépôt et du point de départ du délai d'un mois sera donné au préalable par voie d'affiches.

Un registre d'enquête sera joint au dossier déposé à la mairie et restera ouvert pendant toute la durée du dépôt pour recevoir les réclamations et dires des intéressés.

ART. 4. — A l'expiration du délai d'un mois, le dossier comprenant toutes les pièces de l'enquête sera transmis, avec l'avis du commissaire enquêteur, au Commissaire de la République qui statuera.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 mai 1934.

BOURGINE.

Retrait de pièces de 0 fr. 25 de nickel  
n° 435 F.

*CIRCULAIRE à Messieurs les commandants des cercles et chefs de service des douanes — enregistrement — santé — chemin de fer — P. T. T.*

Une circulaire 2422 bis du 19 février 1934, émanant de la direction générale des fonds, a fixé au 1<sup>er</sup> novembre la date à laquelle les pièces de nickel pur pleines de 25 centimes visées aux articles 1 et 2 de la loi du 4 août 1913 — cesseraient d'avoir cours entre les particuliers et ne seraient plus admises dans les caisses publiques.

En conséquence, les agents spéciaux devront dès à présent, et jusqu'à la date du 31 octobre 1934 inclus, accepter toutes les pièces qui seront présentées à leurs guichets, soit en paiement, soit à l'échange quel qu'en soit le montant, et ils s'abstiendront de remettre ces monnaies en circulation.

Je crois devoir vous rappeler qu'il existe deux types de pièces de nickel pur pleines de 0f25, l'un de tranche lisse, l'autre de tranche polygonale à 22 pans.

Une grande tolérance devra être apportée dans l'acceptation des pièces défectueuses, seules, devront être refusées, celles qui présentent des détériorations accidentelles ou volontaires (pièces percées, coupées, rognées ou revêtues d'empreintes); les pièces usées devront être reprises sans difficulté à la condition toutefois que leur authenticité ne soit pas douteuse.

La plus large publicité sera donnée aux opérations de retrait. A cet effet, les agents spéciaux et les comptables divers devront apposer dans leurs bureaux et en bonne place, une affiche manuscrite de dimension suffisante, informant le public que les monnaies en cause cesseront d'avoir cours à la date du 1<sup>er</sup> novembre et qu'elles seront acceptées jusqu'au 31 octobre au soir au plus tard en paiement ou à l'échange. Les mêmes affiches seront apposées aux endroits habituels d'affichage et à proximité des lieux de réunions tels que marchés, emplacements habituels des fêtes, gares. En outre dans des palabres spéciales, les administrateurs informeront la population des dispositions de la présente circulaire.

Les envois devront être effectués au trésor à Lomé dans la forme habituelle des transferts de fonds. Toutefois, les sacs ne devront contenir que 700 pièces au minimum soit 175 francs. Ils devront être scellés et porter, pliée dans la ficelle de fermeture, une étiquette indiquant le nom du comptable qui a constitué le sac, la date d'expédition et la valeur du contenu.

Lomé, le 18 mai 1934.

*Le Commissaire de la République :*  
**BOURGINE.**

## NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### PERSONNEL EUROPÉEN

##### Rappels d'ancienneté

Par arrêté du ministre des colonies en date du 10 avril 1934 : Les rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après sont conservés dans leur emploi actuel aux fonctionnaires du cadre des administrateurs des colonies dont les noms suivent et qui ont été promus pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1934 :

##### Administrateurs de 2<sup>e</sup> classe des colonies :

M. M. . . . .  
LE ROLLE (Pierre), 2 ans 14 jours.

##### Administrateurs de 3<sup>e</sup> classe des colonies :

M. M. . . . .  
ROUSSEL (Charles Joseph Albert), 3 mois 7 jours.

##### Administrateurs-adjoints de 1<sup>re</sup> classe des colonies :

M. M. . . . .  
MOAL (Henri), 6 ans 10 mois 9 jours.

##### Mises à la retraite

Par décret en date du 11 avril 1934 rendu sur la proposition du ministre des colonies (J. O. de la R. F. du 13 avril 1934) en exécution des décrets du 6 et 11 avril 1934, M. BAUCHÉ Léon Victor, administrateur en chef des colonies est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

Par décret en date du 13 avril 1934 rendu sur la proposition du ministre des colonies (J. O. de la R. F. du 14 avril 1934) en exécution des décrets du 6 et 11 avril 1934, M. JAILLARD Jean, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

## ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

##### Détachement

Par arrêté du :

27 avril 1934. — M. ARTAXE André, ouvrier d'art du cadre commun supérieur des chemins de fer de l'A. O. F. est placé pour une nouvelle période de 5 années, pour compter du 27 juillet 1933, dans la position de service détaché et maintenu, pendant cette période, à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

##### Nomination

Par arrêté du :

27 avril 1934. — M. ROUGIER Jean, est agréé en qualité de médecin-adjoint de 2<sup>e</sup> classe stagiaire, du cadre commun supérieur de l'A. M. I. de l'A. O. F. pour compter de la veille de son embarquement à Lomé à destination de l'Afrique occidentale française.

M. ROUGIER est mis à la disposition du lieutenant-gouverneur de la Côte d'Ivoire.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Détachement

Par décision du :

22 mai 1934. — M. BRASSARD Paul, ingénieur chef de station radiotélégraphique de 1<sup>re</sup> classe du cadre local du Togo, est détaché à l'agence économique des territoires africains sous mandat, durant son congé et pour

une période de 3 mois à compter du 1<sup>er</sup> mai 1934, pour effectuer un stage de perfectionnement technique dans un centre de radiodiffusion de la métropole.

Il aura droit, pendant sa période de détachement, à l'indemnité prévue par l'arrêté du 29 juin 1926.

### Affectations

Par décisions des :

8 mai 1934. — M. AUBER Marc, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, attendu à Lomé par vapeur *Brazza* le 9 mai 1934 est nommé chef du bureau des affaires économiques en remplacement de M. FOURSAUD Louis, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies en instance de départ en congé.

M. GOUJON Daniel, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, attendu à Lomé par vapeur *Brazza* le 9 mai 1934 est mis provisoirement à la disposition de l'administrateur en chef des colonies commandant le cercle de Lomé.

22 mai 1934. — M. DE COUTURES John, administrateur de 2<sup>e</sup> classe des colonies attendu à Lomé par s/s *Foucauld* vers le 23 mai 1934 est nommé chef de la subdivision de Lama-Kara (cercle de Sokodé), en remplacement de M. ROUSSEL, administrateur de 3<sup>e</sup> classe des colonies en instance de départ en congé.

M. DE COUTURES exercera cumulativement les fonctions d'agent intermédiaire, de président du tribunal de 1<sup>er</sup> degré et de surveillant chef de la prison de la subdivision de Lama-Kara.

Il aura droit en ces qualités aux indemnités prévues par l'arrêté du 20 mai 1933.

### Congés et passages

Par décisions des :

11 mai 1934. — Une réquisition de passage en 1<sup>re</sup> classe, (2<sup>e</sup> catégorie), de Lomé à Port-Bouet (Côte d'Ivoire) est accordé à M. ROUGIER Jean, médecin-adjoint de 2<sup>e</sup> classe du cadre commun supérieur de l'assistance médicale indigène de l'Afrique occidentale française, sur s/s *Banfora* attendu à Lomé vers le 14 mai 1934.

La dépense en résultant sera imputable au budget de la colonie de la Côte d'Ivoire.

Un congé administratif de 7 mois pour en jouir 36, rue Abel Hovelague à Paris, est accordé à M. FOURSAUD Louis, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies qui compte 29 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Brazza* attendu à Lomé vers le 22 mai 1934.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Louhossoa (Basses Pyrénées) est accordé à M. BARRÈRE François, brigadier de 2<sup>e</sup> classe des douanes en service à Lomé qui compte 24 mois et 7 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et ses deux enfants âgés de 10 et 8 ans  $\frac{1}{2}$  sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 5 juin 1934.

Un congé administratif de 12 mois pour en jouir 3 rue Bretonvilliers à Paris, est accordé à M. PALMYRE, commis greffier de 1<sup>re</sup> classe de l'A. O. F., greffier en chef intérimaire du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé qui compte 4 ans 7 mois 5 jours de séjour consécutifs en A. O. F. et dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 5 juin 1934.

Un congé administratif de 7 mois pour en jouir 39, avenue Grammont à Tours (I. et L.), est accordé à M. BOURY Georges chef de gare de 2<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo, qui compte 29 mois et 23 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 5 juin 1934.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Caluire (Rhône), est accordé à M. BUGNARD Marcel, chef de district principal de 2<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo qui compte 24 mois et 15 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 11 juin 1934.

14 mai 1934. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Thoissey (Ain), est accordé à M. ROUSSEL Charles, administrateur de 3<sup>e</sup> classe des colonies qui compte 24 mois et 14 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>re</sup> catégorie B, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et ses deux enfants âgés de 5 et 1 ans sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 11 juin 1934.

16 mai 1934. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à la Martinique et à Paris, est accordé à M. FORGUES Fernand, président du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé qui compte 25 mois et 11 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>re</sup> catégorie B, lui est en outre délivré sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 11 juin 1934.

Une réquisition de passage de Lomé à Bordeaux, en 1<sup>re</sup> classe (2<sup>e</sup> catégorie), est accordée à M. le capitaine du génie BILLET, ainsi qu'à sa femme et sa fille âgée de 8 ans, à bord du s/s *Foucauld* attendu à Lomé vers le 5 juin 1934.

22 mai 1934. — Un congé de fin de contrat de 6 mois, pour en jouir 25 rue Cassendi à Paris (XIV<sup>e</sup>), est accordé à M. PETIT, ingénieur contractuel.

Une réquisition de passage, de Lomé à Marseille, en 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivrée sur paquebot *Canada*, attendu à Lomé vers le 11 juin 1934.

#### Cessation de fonctions

Par décision du :

13 mai 1934. — Est abrogée à compter du 13 mai 1934, la décision du 28 mai 1932 portant engagement de M<sup>me</sup> CHAUTARD en qualité d'institutrice auxiliaire.

### PERSONNEL INDIGÈNE

#### Affectations

Par décisions des :

11 mai 1934. — L'aide-médecin de 4<sup>e</sup> classe EKOUEAKPAN FOLLY Blaise, en service à Mango, est affecté à Lomé.

Le médecin auxiliaire principal de 4<sup>e</sup> classe Dominique HOSPICE, en service à Lomé, est désigné pour assurer par intérim, les services sanitaires de la subdivision de Sokodé.

Il aura droit à l'indemnité prévue par l'arrêté du 20 mai 1933.

16 mai 1934. — L'instituteur auxiliaire du cadre secondaire de l'A. O. F., AQUAREBURU Samuel, mis à la disposition du chef du service de l'enseignement, est chargé de la direction du centre scolaire de Sokodé.

La décision du 14 avril 1934 est abrogée.

*ERRATUM à la décision du 5 mai 1934 portant affectation du garde d'hygiène AKAKPOVI Appolinaire (J. O. Togo 1934 page 327).*

Au lieu de :

Le garde d'hygiène de 2<sup>e</sup> classe AKAKPOVI Appolinaire.

Lire :

Le garde d'hygiène de 1<sup>re</sup> classe AKAKPOVI Appolinaire.

#### Mutations

Par décisions des :

16 mai 1934. — Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel indigène de l'enseignement :

KPADÉNOU Gervais, moniteur de 2<sup>e</sup> classe, en service à l'école régionale de Mango, est affecté à l'école de village de Nakitindi-Laré (création).

AGBEZOUNDO FIOHOU, moniteur de 6<sup>e</sup> classe, en service à l'école régionale de Sokodé, est affecté à l'école régionale de Mango en remplacement du moniteur KPADÉNOU Gervais.

22 mai 1934. — L'infirmier de 4<sup>e</sup> classe HOUNTON André, en service à Atakpamé, est mis à la disposition du médecin-chef du secteur de prophylaxie de la trypanosomiase.

L'infirmier de 5<sup>e</sup> classe WILSON Robert, du secteur de prophylaxie de la trypanosomiase, en congé à Anécho, est mis à la disposition du médecin-chef de la subdivision sanitaire d'Atakpamé à l'expiration de son congé, en remplacement de l'infirmier HOUNTON André.

#### Nomination

Par décision du :

16 mai 1934. — La nommée GROTTE Isabelle, titulaire du certificat d'études primaires, est agréée en qualité de monitrice auxiliaire de l'enseignement privé (mission catholique) au traitement journalier de 10 (dix) francs pendant les classes (jeudis et dimanches compris), de 5 (cinq) francs pendant les vacances, en remplacement de la monitrice de 4<sup>e</sup> classe BRENNER Louise, démissionnaire.

En application des articles 8 et 12 de l'arrêté du 27 octobre 1933, l'administration du Territoire prendra à sa charge le paiement des 2/3 de la solde de cette auxiliaire.

La monitrice auxiliaire GROTTE Isabelle est affectée à l'école des sœurs à Lomé.

#### Congés

Par décisions des :

11 mai 1934. — Un congé de 45 jours, avec traitement, du 15 mai au 28 juin 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 4<sup>e</sup> classe Benjamin MENSAH, en service à l'hôpital de Lomé, pour en jouir à Porto-Ségué (cercle d'Anécho).

12 mai 1934. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 5<sup>e</sup> classe Robert Prince AGBODJAN en service à Lama-Kara, pour en jouir à Lomé.

14 mai 1934. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1934 inclus, au commis de 7<sup>e</sup> classe des P. T. T. Justin DOS REIS, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 15 mai au 13 juin 1934 inclus, à l'homme d'équipe de 5<sup>e</sup> classe des chemins de fer ISSOUKA GUEGUE, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

22 mai 1934. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 5<sup>e</sup> classe des T. P. KOUASSI ESSÉ, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1934 inclus, est accordé au garde d'hygiène de 3<sup>e</sup> classe TECCO Justin, en service à Lomé, pour en jouir à Porto-Ségué (cercle d'Anécho).



24 mai 1934. — Un congé de maternité de 30 jours, après accouchement, du 25 mai au 24 juin 1934 inclus, est accordé, avec traitement, à la sage-femme auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe M<sup>me</sup> Louise BONIN, née TEVI, en service à Palimé, pour en jouir à Palimé.

**ERRATUM** à la décision n° 369 du 5 mai 1934 accordant des congés. (J. O. T. 1934 page 328).

Au lieu de :

Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1934 inclus, au mécanicien-conducteur d'automobiles de 4<sup>e</sup> classe FOLLY Pancréasus, en service à Lomé, pour en jouir à Porto-Ségué (cercle d'Anécho).

Lire :

Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 15 juin au 14 juillet 1934 inclus, au mécanicien-conducteur d'automobiles de 4<sup>e</sup> classe FOLLY Pancréasus, en service à Lomé, pour en jouir à Porto-Ségué (cercle d'Anécho).

### Démissions

Par décisions des :

11 mai 1934. — Est acceptée, pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1934, la démission de son emploi offerte par le garde-frontière ASSOGBA Denis, en service à Kpadakpé (cercle de Klouto).

16 mai 1934. — Est acceptée, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1934, la démission de son emploi offerte par Madame BRENNER Louise, monitrice de 4<sup>e</sup> classe de la mission catholique, en service à Lomé.

### Sanction disciplinaire

Par décision du :

16 mai 1934. — Une retenue de 8 jours de solde est infligée au commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe Dawson Jules, du service de l'agriculture, pour « négligences répétées dans son service, retards continuels et absences non motivées ».

### Indemnités

Par décision du :

11 mai 1934. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 10 francs par mois, prévue par l'arrêté du 14 février 1934 est accordé aux moniteurs auxiliaires d'agriculture AGBOKOU et GNASSOUNOU Louis, en service au cercle d'Anécho.

## FORCES DE POLICE

### 1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :

#### Agrément de miliciens stagiaires

Par arrêté du :

22 mai 1934. — Sont agréés à compter du 1<sup>er</sup> mai 1934 :

#### Comme 1<sup>re</sup> classe stagiaire catégorie A :

KOUABIZOU, ex-caporal T. S.

GNOHOU, ex-caporal T. S.

SIDO TAKAMAGO, ex-caporal T. S.

#### Comme 2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A :

MARIAFO, ex-T. S. 1<sup>re</sup> classe.

ZATO, ex-T. S. 1<sup>re</sup> classe.

LAMBONI, ex-T. S. 1<sup>re</sup> classe.

GAFFON TOSSOU, ex-T. S. 1<sup>re</sup> classe.

#### Comme stagiaire catégorie A :

GNOGNOUTO, ex-T. S. 2<sup>e</sup> classe.

KPALEGA, ex-T. S. 2<sup>e</sup> classe.

YAYE MOUSSÉ, ex-T. S. 2<sup>e</sup> classe.

GARBA GOURMA, ex-T. S. 2<sup>e</sup> classe.

BAJALA COTOCOLI, ex-T. S. 2<sup>e</sup> classe.

#### Comme stagiaire catégorie B :

KONE SAINY,

KOUDOUKA KOUASSI,

DOGO II,

TINAMPA,

Théodore ZAUTO,

WILSON Pierre,

TARAORE MOUSSA,

MENSAH Emmanuel.

### Punition

Une punition de 30 jours de prison est infligée au milicien de 2<sup>e</sup> classe YAYA MANGO, Mle M/299 B. T. de la P. C. Lomé, pour « refus d'obéissance ».

### 2<sup>e</sup> — Garde indigène :

#### Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

6 mai 1934. — SAMÀ, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 916, du peloton de Lomé.

5 juin 1934. — COALALI, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 677, du peloton de Sokodé.

### Congés

Un congé de 30 jours avec solde de présence et gratuité de transport (aller et retour) est accordé à chacun des gardes dont les noms suivent :

BILEGNAN, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 708, du peloton de Klouto, pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

RAOUTA, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 451, du peloton d'Atakpamé (accompagné de sa femme) pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

**Punitions**

Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde « pour négligence dans le service » est infligée à chacun des gardes dont les noms suivent :

ADIALE, garde 1<sup>re</sup> classe, Mle 782, du peloton de Lomé.

DAGO, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 807, du peloton de Lomé.

**Révocation — Licenciement**

a) Est révoqué à compter du 2 mai 1934, le garde de 2<sup>e</sup> classe Koudiango MESSI, Mle 969, du peloton de Klouto, condamné à 6 jours de prison pour « complicité d'évasion » par le tribunal du 1<sup>er</sup> degré du cercle de Klouto (application arrêté 467 du 15 août 1933).

b) Est licencié pour fin de contrat à compter du 7 mai 1934, le garde de 2<sup>e</sup> classe ASSAMALA, Mle 666, du peloton de Klouto.

**Affectations**

Sont affectés pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1934 :

*au peloton de Mango :*

ISSA GOUNI, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 893, du peloton de dépôt.

BABA KANTÉ, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 981, du peloton de dépôt.

BABA KÉÏTA, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 982, du peloton de dépôt.

*au peloton de Klouto :*

MADIABOULBA, garde 1<sup>re</sup> classe, Mle 526, du peloton de dépôt.

*au détachement de police Lomé :*

DIONI, garde 1<sup>re</sup> classe, Mle 978, du peloton de dépôt.

*au peloton de dépôt (Lomé) :*

YORA, garde 1<sup>re</sup> classe, Mle 46, du peloton de Mango.

KOFFI, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 690, du peloton de Mango.

**CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE**

Par arrêté du :

18 mai 1934. — Le village d'Aouanda, actuellement inclus dans le canton d'Atalote, est rattaché au canton de Kandé (cercle de Mango).

**CONVERSION DE MONNAIE**

Par décisions des :

8 mai 1934. — Le trésorier-payeur est autorisé à se rendre à Keta pour échanger à la banque locale une somme de sept cents livres sterling (700). L'échange sera fait au cours du jour.

22 mai 1934. — L'article 1<sup>er</sup> de la décision du 8 mai 1934 est modifié comme suit :

« Le trésorier-payeur est autorisé à se rendre à Keta « pour échanger à la banque locale une somme de sept « cent douze livres sterling quatorze shillings et quatre « pence (£ 712. 14. 4) — L'échange sera fait au cours « du jour ».

**EXHUMATION**

Par arrêté du :

16 mai 1934. — Est autorisé le transfert en France, sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 24 juin 1934, des restes mortels de Jacques Charles Marie ROUSSEL, fils d'un administrateur des colonies, décédé à Atakpamé le 12 novembre 1929.

Le budget local participera aux dépenses dudit transfert jusqu'à Choisey (Ain) dans les conditions prévues à l'arrêté du 25 février 1925.

**OUVERTURE D'UN DISPENSAIRE PRIVÉ**

Par arrêté du :

11 mai 1934. — Mademoiselle HERMANN, infirmière diplômée de l'école Florence Nightingale de Bordeaux et diplômée d'Etat, est autorisée à tenir le dispensaire de Nyongbo (cercle de Klouto), en remplacement de Mademoiselle Ida GUGLER rentrant en France, dans les conditions fixées par l'arrêté n° 529 du 27 septembre 1933.

**AVIS A LA POPULATION DE LOMÉ**

La population de Lomé est informée qu'un arrêté du 25 mai 1934 ouvre une enquête de commodo et incommodo au sujet du plan d'alignement de la ville de Lomé et de son extension à l'est.

Les plans et renseignements nécessaires sont déposés à la mairie de Lomé pendant un mois à partir du 2 juin 1934, et seront communiqués de 8 à 11 heures et de 15 à 17 heures à toute personne qui désirera en prendre connaissance.

Un registre sera à la disposition du public pour y consigner toute réclamation ou dire des intéressés.

M. l'administrateur-adjoint des colonies MOAL, adjoint au commandant du cercle, est désigné comme commissaire-enquêteur.

Lomé, le 26 mai 1934.

*L'administrateur en chef des colonies,  
administrateur-maire,*

FRÉAU.

**AVIS AUX NAVIGATEURS N° 54**

Le consul de France à Bissao (Guinée Portugaise) fait connaître que la direction de la marine de cette colonie a mis en place le nouveau bateau feu de CAIO (au large de l'embouchure du Rio Céha). Ce bateau est peint en rouge sombre. Il est mouillé par 6,5 brasses sur fond de vase, sa position approximative est par 11° 48' de latitude nord et 16° 51' de longitude ouest. Les caractéristiques sont :

Longueur 10 m. 60.

Hauteur moyenne au-dessus du niveau moyen de la mer 5 mètres.

Lumière blanche.

Portée 12 milles.

3 groupes de lampes.

1<sup>er</sup> groupe — RI. — 0,3

RC. — 0,9

2<sup>e</sup> groupe — RI. — 0,3

RC. — 0,9

3<sup>e</sup> groupe — RI. — 0,3

RC. — 6,3

période 9 secondes.

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO			DAPANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.
1	11,5	27,0	77	92,9	27,2	78	70,9	23,1	75	85,1	27,3	85	63,8	25,0	84	59,0	27,3	67	22,5	25,0	67	61,8	28,3	57	93,0	31,0	46	69,8	30,1	32
2	10,3	25,3	78	91,3	25,0	66	70,9	23,5	62	83,3	27,2	69	62,7	23,6	62	61,5	26,5	53	22,8	23,4	43	62,3	28,6	52	94,9	31,0	41	69,5	30,3	48
3	13,1	27,8	79	90,7	27,3	71	69,8	26,0	61	83,5	23,0	84	63,0	26,3	73	61,8	28,5	66	23,3	28,0	44	61,4	30,1	45	93,7	33,5	27	69,3	32,8	9
4	10,1	28,8	72	91,3	28,6	67	69,8	26,0	61	83,7	27,6	71	62,6	24,6	77	61,8	28,5	68	24,0	27,2	58	61,8	30,0	51	93,5	33,0	30	69,9	33,2	10
5	11,7	28,8	70	92,7	28,8	67	70,7	26,5	65	84,9	28,6	70	63,9	26,2	78	63,1	25,5	68	24,9	26,0	68	63,4	29,7	50	93,1	31,4	49	70,1	30,7	54
6	12,2	27,0	78	92,6	27,9	76	71,7	27,0	66	85,9	24,6	81	63,1	26,4	79	63,8	28,1	76	24,4	26,7	69	63,4	30,8	52	95,4	33,5	37	69,8	31,8	49
7	11,3	26,0	77	93,0	26,3	78	71,0	26,0	69	85,4	26,1	83	64,3	25,2	71	63,7	26,6	72	24,4	25,7	64	63,1	30,0	47	95,7	32,2	44	69,9	31,0	49
8	11,5	26,2	78	93,0	26,6	81	69,5	26,0	66	84,9	26,7	82	64,1	26,2	72	62,9	27,7	64	24,4	26,1	68	63,7	30,5	58	95,9	34,3	46	70,2	31,3	56
9	11,7	27,0	76	92,2	27,1	73	70,6	24,0	80	86,4	26,2	78	63,0	25,0	86	63,9	23,5	76	24,7	21,9	83	63,8	25,7	72	96,3	27,1	85	72,5	26,8	83
10	10,6	27,5	76	92,1	28,3	69	68,9	27,0	65	88,3	28,0	72	63,8	26,7	66	63,1	26,7	81	22,9	26,2	58	63,0	28,8	58	95,4	30,1	54	71,4	30,0	65
11	9,9	27,7	81	92,3	27,8	76	69,5	27,0	72	89,9	27,6	69	63,0	26,6	75	61,7	28,0	73	23,3	25,7	73	61,9	29,6	49	94,6	30,0	52	68,9	30,2	66
12	11,0	28,8	73	92,6	28,8	71	70,9	29,5	71	84,6	28,1	74	63,1	27,6	68	63,0	27,8	73	23,3	26,0	78	63,4	30,9	61	95,3	32,2	53	68,9	30,4	64
13	11,5	28,1	79	92,2	28,5	74	69,0	27,7	66	84,9	27,6	71	63,7	29,3	62	63,5	26,1	64	24,5	24,3	58	63,7	27,4	51	96,1	31,3	48	71,0	27,6	61
14	11,5	28,4	71	93,0	28,5	71	70,5	26,8	68	84,9	28,0	71	63,5	27,3	73	62,9	28,0	73	23,9	27,0	67	63,0	29,3	57	95,5	32,6	55	69,7	29,6	69
15	11,0	28,4	79	93,0	28,7	76	71,4	23,1	67	86,1	27,7	71	62,7	27,4	72	62,7	26,6	72	23,5	28,8	39	63,3	29,7	43	96,1	29,9	51	70,6	28,6	50
16	11,8	26,0	73	92,9	29,1	68	71,3	27,0	62	84,9	27,6	70	64,1	27,1	69	63,3	28,0	74	24,0	26,3	67	63,0	30,9	52	96,9	33,1	50	69,9	31,5	64
17	12,1	27,9	71	93,9	27,7	69	71,7	27,2	64	85,4	28,0	65	64,1	27,1	71	64,5	26,2	73	24,3	24,1	69	64,1	28,0	60	96,1	29,5	47	71,0	29,2	69
18	10,9	26,1	76	91,8	27,5	73	71,1	26,7	64	84,7	27,2	71	62,9	25,5	78	63,1	27,1	67	21,2	27,0	63	63,1	29,0	53	95,5	31,3	46	71,1	30,9	67
19	11,3	27,9	75	92,7	27,8	69	71,7	26,7	59	84,3	27,6	69	63,1	26,2	69	64,6	27,8	69	24,1	26,3	59	63,7	28,9	49	96,6	29,9	51	70,2	25,9	60
20	12,3	26,1	82	93,1	27,6	72	73,3	23,4	64	86,1	26,6	78	64,8	25,4	77	63,5	28,0	62	23,3	26,0	57	61,6	29,7	50	97,5	29,2	50	71,7	28,3	58
21	12,1	26,5	73	92,6	29,0	76	73,4	23,4	71	88,0	26,5	75	64,3	26,2	76	64,9	28,9	65	24,0	26,9	69	63,9	29,7	38	96,1	30,7	46	71,1	29,2	39
22	12,1	27,8	76	92,9	27,7	73	73,4	24,7	65	85,7	27,6	71	64,5	26,8	72	62,6	28,4	66	24,7	27,3	67	64,1	31,2	42	95,7	32,9	48	70,7	30,5	52
23	11,8	28,3	72	92,7	28,5	80	72,9	24,0	67	86,9	27,1	76	64,5	26,2	71	62,9	26,7	61	24,3	27,0	69	63,8	29,6	62	95,8	32,2	56	70,3	30,6	64
24	12,5	26,0	78	93,4	24,9	88	73,7	25,0	75	86,6	26,1	81	63,1	25,5	85	62,9	25,1	73	23,5	23,1	72	63,9	28,7	69	96,3	30,0	56	71,4	28,0	63
25	12,5	28,3	67	93,5	27,2	72	73,9	25,0	68	85,5	27,6	69	64,7	25,7	74	64,1	28,6	74	24,8	25,1	73	63,9	29,7	61	95,9	31,3	56	70,9	29,2	62
26	11,8	28,5	77	93,7	28,6	78	73,4	25,0	71	89,9	27,5	73	64,5	27,1	83	64,7	27,6	72	24,3	25,4	71	63,5	29,1	50	95,4	32,4	49	70,6	29,4	55
27	12,3	27,5	76	93,4	26,1	82	72,9	25,3	75	84,9	26,7	77	64,3	26,9	82	63,3	27,6	72	24,7	25,6	77	63,8	30,1	60	96,1	32,4	49	70,7	30,3	65
28	12,0	27,4	78	93,3	27,2	81	73,5	25,5	78	85,9	27,6	74	64,3	26,9	79	63,4	26,0	72	23,7	24,7	69	64,6	28,6	63	96,5	30,9	63	70,9	29,3	66
29	12,2	26,6	79	93,3	27,2	72	73,5	25,5	76	85,4	27,8	73	63,1	25,9	78	64,0	25,8	74	24,8	25,2	66	63,8	29,0	52	95,5	32,7	45	70,9	30,6	50
30	12,2	28,6	74	93,5	28,7	79	73,0	25,0	63	85,4	29,0	72	64,6	27,2	74	64,3	28,0	75	23,5	25,2	82	63,8	30,0	73	95,5	33,1	50	71,0	29,0	59
Moy.	11,7	27,3	76	92,7	27,6	74	71,2	25,0	68	85,1	27,2	74	63,9	26,3	75	63,2	27,2	70	24,2	25,7	66	63,4	29,4	54	95,6	31,5	50	70,4	29,8	53

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

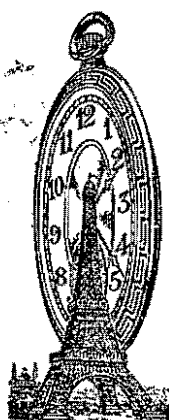
# Pluviométrie<sup>(6)</sup>

DATES	LOMÉ	TSÉVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOÉ	NUATJA	ATAKPAMÉ	KLABÉ	YEGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	ALEDJO	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1	35,3		6,7	33,0	1,4	13,5									
2		31,6						20,0	3,5						
3				21,5	3,7										
4						10,3									
5	4,9			18,0	12,0										
6	23,5	15,5	66,3	28,0	38,0	9,7	17,0		10,4		1,7	28,6			
7	38,8	4,0	9,5					41,0							
8					7,0	1,5	20,0			12,5	12,5		26,2	G	
9	5,3	0,9		6,0				26,0	G			120,6			
10											12,5	2,1		7,8	
11									G				1,3		
12			5,2							4,5	2,5		5,1	G	3,5
13												3,5			21,4
14										3,3				1,6	
15														G	
16										G			1,9		
17	0,4	2,0		14,0		6,3	15,0								
18		2,0			14,0	2,0		3,0			7,0			1,1	28,7
19	6,0	33,7			14,7	29,0		3,3			2,5			2,5	
20	1,7	1,2		45,0	4,5	27,0	10,0							0,5	
21										G					
22											G	8,3			G
23	6,4	11,2				4,0	2,0		32,1	4,5	5,0		3,9	G	
24						5,0		14,7				4,3	0,2		
25								9,0							
26		11,5			7,0	4,0						4,2			
27			G	1,5	4,5		G			5,0		5,1	3,0		
28					1,0	2,0			45,0			3,4			
29										21,5					
30		43,5				22,4					3,0	2,7	5,0	30,6	22,8
TOTAL	122,3	157,1	87,7	167,0	107,8	136,7	64,0	117,0	91,0	51,3	46,5	182,8	46,8	44,1	76,4

(6) Hauteurs d'eau tombée en millimètres.

G : Gouttes.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

*" A la Tour Eiffel "***JOYEROT & JACOT**

Catalogue général d'Horlogerie  
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé  
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

*Facilités de paiement*

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

**COLONIAUX :***Une Innovation**en France*

Passez vos vacances  
en Métropole avec une  
automobile, de votre  
choix neuve ou occasion.

Vous pouvez soit  
louer, soit acheter  
avec garantie rachat  
expiration votre congé.

**Prix convenu avance***Nombreuses Références*

Demandez renseignements :

Sté. **Hall des Occasions** — 119, Rue d'Isle —  
**St. QUENTIN (Aisne) — FRANCE**